

**MINISTERE DE L'EDUCATION  
NATIONALE  
SECRETARIAT GENERAL**

**REPUBLIQUE DU MALI**  
Un Peuple – Un But – Une Foi

**RAPPORT NATIONAL POUR LA CONFERENCE  
INTERNATIONALE SUR L'EDUCATION  
DES ADULTES (CONFINTEA) :**

**BILAN A MI-PARCOURS 1997 – 2003**

Bangkok du 09 au 12 Septembre 2003

Juillet 2003

# SOMMAIRE

---

<b>Chapitre 1</b> : Création de structures et de cadres institutionnels _____	04
<b>Chapitre 2</b> : Hausse de l'investissement en éducation des adultes _____	08
<b>Chapitre 3</b> : Augmentation de la participation de 1997 à 2003 _____	12
<b>Chapitre 4</b> : Etudes scientifiques sur l'éducation des adultes _____	14
<b>Chapitre 5</b> : Educateurs et mentors pour adultes : statut et formation _____	24
<b>Chapitre 6</b> : Autonomisation des apprenants adultes _____	29
<b>Chapitre 7</b> : Exemples de meilleures pratiques et d'innovations _____	35
<b>Chapitre 8</b> : Difficultés, actions futures et objectifs concrets pour 2009. _____	44

## SIGLES ET ABREVIATIONS

---

<b>ACALAN</b>	_____	Académie Africaine des Langues.
<b>ACODEP</b>	_____	Appui aux Collectivités Décentralisées pour un Développement Participatif.
<b>ADENF</b>	_____	Association pour le Développement de l'Education Non Formelle.
<b>AE</b>	_____	Académie d'Enseignement.
<b>AV</b>	_____	Association Villageoise.
<b>CAF</b>	_____	Centre d'Alphabétisation Fonctionnelle.
<b>CAFO</b>	_____	Coordination des Associations et ONG Féminines
<b>CAP</b>	_____	Centre d'Animation Pédagogique.
<b>CCA-ONG</b>	_____	Conseil de Concertation et d'Appui aux Organisations Non Gouvernementales.
<b>CED</b>	_____	Centre d'Education pour le Développement.
<b>CNE</b>	_____	Centre National de l'Education.
<b>CNR-ENF</b>	_____	Centre National des Ressources de l'Education Non Formelle.
<b>CONFINTEA</b>	_____	Conférence Internationale sur l'Education des Adultes.
<b>DNAFLA</b>	_____	Direction Nationale de l'Alphabétisation Fonctionnelle et de la Linguistique Appliquée.
<b>DNEB</b>	_____	Direction Nationale de l'Education de Base.
<b>ENF</b>	_____	Education Non Formelle.
<b>FLASH</b>	_____	Faculté des Langues et Sciences Humaines.
<b>GIE</b>	_____	Groupement d'Intérêt Economique.
<b>IEF</b>	_____	Inspection de l'Enseignement Fondamental.
<b>ILAB</b>	_____	Institut des Langues Abdoulaye Barry
<b>ISH</b>	_____	Institut des Sciences Humaines.
<b>MEB</b>	_____	Ministère de l'Education de Base.
<b>MEN</b>	_____	Ministère de l'Education Nationale
<b>ODR</b>	_____	Opération de Développement rural.
<b>OHVN</b>	_____	Opération de la Haute Vallée du Niger.
<b>ONG</b>	_____	Organisation Non Gouvernementale.
<b>PGRN</b>	_____	Programme de Gestion des Ressources Naturelles.
<b>PISE</b>	_____	Programme d'investissement Sectoriel de l'Education
<b>PNVA</b>	_____	Programme National de Vulgarisation Agricole.
<b>PPTE</b>	_____	Pays Pauvres Très Endettés.
<b>PRODEC</b>	_____	Programme Décennal de Développement de l'Education.
<b>PV</b>	_____	Procès Verbal.
<b>RIFAL</b>	_____	Réseau International Francophone d'Aménagement Linguistique.
<b>RINT</b>	_____	Réseau International de Néologie et de Terminologie.

## INTRODUCTION

---

Il y a six ans, du 14 au 18 juillet 1997, les représentants de cent cinquante Etats membres, de quelque quatre cent ONG et de plus de vingt agences internationales et multisectorielles se retrouvaient à Hambourg à l'occasion de la Cinquième Conférence Internationale sur l'Education des Adultes.

Mille cinq cent personnes venant de toutes les régions du monde avaient des mandats précis et des options fortes. Mille cinq cent personnes qui disaient qu'il n'était plus possible de penser l'avenir sans avoir constamment à l'esprit cette exigence absolue, c'est à dire, le droit pour chacun et chacune à une éducation qui lui permette une participation pleine et entière à la vie de la société.

**Apprendre tout le long de la vie pour un développement continu des compétences professionnelles, mais aussi pour assurer une santé pour tous, un développement durable, pour davantage de démocratie, de solidarité entre les peuples, voilà ce qui est ressorti des préoccupations des nations du monde.**

La conférence de Hambourg a vivement réfléchi sur ces différents thèmes inscrits avec force au programme de travail de l'INSTITUT de l'UNESCO pour l'Education.

**De 1997 à 2003, la conférence de Hambourg a fait du chemin, un chemin non sans obstacle, mais surtout riche en enseignements.**

**En effet, CONFINTEA V a permis, dans ses résolutions, de dégager 27 déclarations qui tiennent compte de toutes les dimensions de l'éducation des adultes et des jeunes sur les plans culturel et socio-économique, et notamment de l'approche genre, mais aussi et surtout du contexte de la démocratie naissante en Afrique.**

L'Agenda pour l'avenir, bâti autour de 10 thématiques, définit de manière assez détaillée les nouveaux engagements en faveur du développement de l'éducation des adultes. Il insiste notamment sur les problèmes auxquels l'humanité est confrontée à la veille du XXI<sup>ème</sup> siècle et sur le rôle crucial que doit jouer l'éducation des adultes afin de permettre aux femmes et aux hommes de tous les âges de relever les défis les plus urgents.

Le présent rapport national en matière d'éducation non formelle retrace ce parcours à travers les efforts conjugués de l'Etat, de ses partenaires techniques et financiers et de la société civile de 1997 à 2003.

Il est structuré en 8 chapitres :

- Chapitre 1      Création de structures et de cadres institutionnels
- Chapitre 2      Hausse de l'investissement en éducation des adultes
- Chapitre 3      Augmentation de la participation de 1997 à 2003
- Chapitre 4      Etudes scientifiques sur l'éducation des adultes
- Chapitre 5      Educateurs et mentors pour adultes : statut et formation
- Chapitre 6      Autonomisation des apprenants adultes
- Chapitre 7      Exemples de meilleures pratiques et d'innovations
- Chapitre 8      Difficultés, actions futures et objectifs concrets pour 2009.

## Chapitre I : Création de structures et de cadres institutionnels

La loi d'Orientation sur l'Education, adoptée en 1999, réaffirme le droit à chaque citoyen et affirme que le système éducatif a pour finalité de former un citoyen patriote, acteur du développement, profondément ancré dans sa culture et ouvert à la civilisation universelle. C'est dans le cadre de la mise en application de la loi d'Orientation sur l'Education et dans celui de la lutte contre la pauvreté, qu'un Programme Décennal de Développement de l'Education (PRODEC), a été élaboré. En application depuis 2000, le PRODEC vise, au niveau de l'éducation de base, une scolarisation universelle à travers les écoles fondamentales, les Centres d'Alphabétisation fonctionnelle et les Centres d'Education pour le Développement (CED).

La politique du secteur de l'éducation s'articule autour de onze axes prioritaires parmi lesquels la restructuration et un ajustement institutionnel nécessaire à la refondation du système éducatif.

## **I- Cadre structurel et institutionnel**

### **1-1 Contexte antérieur**

Au niveau décentralisé (régional et local), l'éducation était gérée par les structures suivantes :

- Les Directions Régionales de l'Education (DRE)
- Les Inspections d'Enseignement Fondamental (IEF)

Du fonctionnement de ces structures , il en est résulté :

- la non conformité de l'organisation et des attributions des services aux principes fondamentaux de création, d'organisation et de fonctionnement des services existants ;
- la confusion entre les missions de conception et d'exécution ;
- l'accapement du pouvoir de décision, d'instruction et de contrôle ;
- la concentration au niveau central des compétences techniques et des moyens matériels au détriment des niveaux opérationnels déconcentrés.

Avec un tel contexte, la restructuration des services étatiques s'avérait nécessaire, et ce pour une double raison :

- elle est une exigence de la décentralisation. Elle est une condition institutionnelle de la décentralisation, et ne peut se réaliser sans la normalisation des structures.
- elle est aussi dictée par la spécificité des objectifs du PRODEC : l'atteinte de ces objectifs requiert des structures spécifiques et appropriées.

### **1.2 Le nouveau paysage institutionnel (structures)**

Le nouveau schéma institutionnel a été bâti autour de l'école, des Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF) et des Centres d'Education pour le Développement (CED). C'est à partir de ce point que toutes les autres structures sont mises en place pour répondre effectivement aux besoins d'éducation de décentralisation qui consiste à rendre aux communautés et aux collectivités la gestion du système éducatif, gestion se faisant en relation avec les structures déconcentrées.

Dans ce schéma institutionnel, il faut distinguer les structures déconcentrées et les services

centraux.

### 1.2.1 Les structures déconcentrées

- **Le Centre d'Animation Pédagogique (CAP)**

Les CAPs, au nombre de 70, sont des structures d'encadrement rapproché des maîtres. Instance locale de mise en œuvre du PRODEC, le CAP est chargé du suivi des écoles, des CAF et des CED selon le principe d'amélioration de la qualité de l'enseignement. C'est le premier niveau de structuration du schéma institutionnel.

- **L'Académie d'Enseignement**

Les Académies d'Enseignement, au nombre de 15, sont des instances de mise en œuvre de la politique du département au niveau régional, dans un contexte de décentralisation, mais en tant que structure déconcentrée de l'Etat. A ce titre elles coordonnent au niveau régional les activités d'éducation et travaillent en étroite collaboration avec les collectivités territoriales, notamment l'Assemblée Régionale.

Notons que l'Académie est chargée de tous les ordres d'enseignement (sauf le supérieur) au niveau régional.

### 1.2.2. les services centraux et rattachés

Les services centraux et rattachés sont chargés des fonctions d'orientation, de réglementation, de contrôle et d'évaluation.

Dans le contexte de la refondation du système éducatif du Mali qui a vu la restructuration des structures existantes et la création de nouvelles, une attention particulière a été accordée par le législateur à l'éducation non formelle. Ainsi, la Direction Nationale de l'Education de Base a été créée et comprend les Divisions Centres d'Education pour le Développement (CED) et Alphabétisation. Une nouvelle structure d'Appui-conseil en éducation non formelle a également vu le jour ; il s'agit du Centre National des Ressources de l'Education Non Formelle (CNR-ENF), rattachée au Secrétariat Général du Ministère de l'Education Nationale.

Ces deux structures sont complémentaires dans leurs missions. Si les Divisions CED et Alphabétisation sont chargées d'élaborer les politiques de développement du sous-secteur éducation non formelle, de définir les grandes orientations de la politique éducative du pays en matière d'éducation non formelle, le CNR-ENF, en sa qualité de structure technique est chargé, dans sa lettre de mission, d'appliquer cette politique à travers un partenariat dynamique avec tous les intervenants du sous secteur.

La création de ces structures permet de prendre en charge les priorités de l'éducation non formelle au Mali pour assurer à tous les citoyens une éducation de base de qualité (adultes analphabètes, enfants déscolarisés précoces et non scolarisés des villes et des campagnes), tout en leur donnant les compétences et les capacités pour un développement et humain durable et plus participatif.

Avec un taux d'alphabétisation de 40% en 2001, d'importants efforts ont été réalisés dans la dernière décennie du 20<sup>ème</sup> siècle, depuis l'instauration de la démocratie dans notre

pays avec comme corollaires la formation des ressources humaines et le transfert de compétences et de responsabilités aux acteurs du développement.

De nouvelles structures de l'éducation non formelle ont vu le jour : la création de l'Institut des Langues Abdoulaye Barry (ILAB) vient renforcer et consolider l'espace d'utilisation des langues nationales grâce à l'approfondissement de la recherche linguistique et la mise à disposition d'ouvrages scientifiques dans toutes les filières du développement.

### **1.2.3 Structures régionales et sous-régionales**

En outre, la création de l'**Académie Africaine des Langues** (ACALAN), structure régionale, constitue un acte des pays membres et une volonté des chefs d'Etat de faire des langues Africaines des outils d'intégration et de recherche pour relever les défis du continent.

Par ailleurs, la création de la **Fondation KARANTA pour l'Appui aux Politiques d'Education non Formelle**, demeure une opportunité pour harmoniser les politiques d'éducation non formelle, développer et promouvoir les langues transnationales entre les Etats Membres (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal) pour en faire des outils privilégiés d'intégration sous régionale. Karanta est fonctionnel depuis deux ans et dans le cadre de l'harmonisation sous régionale des orthographe, un projet est en cours d'exécution: il s'agit de la rédaction de dictionnaires trilingues français – manden/jula, fulfulde/pulaar par des équipes nationales des pays membres de Karanta, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée (pays observateurs).

Il est important de souligner ici que la réussite de l'Union Africaine passe aussi par le développement de l'Education non formelle à travers le renforcement de nos cultures et l'affermissement de notre identité culturelle.

### **1.3. Avancées significatives enregistrées dans la presse**

Des avancées significatives ont été enregistrées depuis 1997 dans le domaine de la presse avec la création de nouveaux titres tels que **Dibifara** (lumière), **Kuma ka di musow ma** (la parole aux femmes), si (karité) Ces journaux s'adressent principalement aux néo-alphabètes.



## Chapitre II : Hausse de l'investissement en éducation des adultes

L'Education des adultes est une préoccupation constante de la République du Mali depuis les premières heures de l'indépendance jusqu'à nos jours.

## 2.1. Au niveau du secteur public

Le présent point porte sur l'investissement consenti dans l'éducation non formelle par le Budget du Ministère de l'Education Nationale avant le démarrage du PISE soit de 1997 à 2000 et de 2001 à 2002

De 1997 à 2000 le budget alloué à la structure centrale chargée de l'ENF a atteint la proportion suivante :

DESIGNATION	ANNEE			
	1997	1998	1999	2000
Personnels	122 744 000	112 210 000	123 780 000	124 654 000
Fournitures bureau	2 454 000	2 454 000	2 454 000	2 454 000
Autres dépenses	89 827 000	89 827 000	89 827 000	89 827 000
Frais de Transport	4 539 000	4 539 000	4 539 000	4 539 000
TOTAL	219 564 000	209 030 000	220 600 000	221 474 000

Au titre de l'exercice 2001/2002 à la mise en œuvre du PISE, l'investissement a concerné plusieurs domaines tels que notamment la formation, l'élaboration, la production et la diffusion de manuels et guides, le recrutement d'éducateurs, le suivi, l'organisation de séminaires, d'ateliers, etc.

Il se présente comme suit :

Actions	Montant acquis/mobilisé (en millions de F CFA)	Montant acquis /mobilisé (en dollar US)
Formation des éducateurs CED	211130962	soit 351 689 \$
Formation des formateurs des formateurs	13 850 000	soit 23 083 \$
Recrutement des éducateurs CED	107 625 000	soit 179 375 \$
Recyclage des éducateurs CED	7 500 000	soit 125 000 \$
Impression et distribution des manuels et guides pédagogiques élaborés	45 000 000	soit 75 000 \$
Suivi des CED ouverts	16 292 000	soit 27 153 \$
Elaboration des documents de l'ENF (document de politique, plan d'action, manuel de procédure, textes législatifs et réglementaires du CNR-ENF)	8 066 579	soit 13 444 \$
Atelier national de validation des documents de l'ENF élaborés	13 950 000	soit 23 250 \$
Organisation du 1 <sup>er</sup> forum national sur l'ENF	61 500 000	soit 102 500 \$
Total	544 357 000	soit 907 262 \$

Il convient d'ajouter à ces données, celles relatives aux investissements publics dans des programmes et projets ; trois exemples sont cités pour illustration ; il s'agit :

- du Programme National de Vulgarisation Agricole (PNVA) qui, dans sa composante alphabétisation, a été financé à hauteur de 535 110 000 de FCFA (soit environ 891 666 \$) en 1996 – 1997 ; à hauteur de 1 912 240 000 FCFA (soit 3 187 066 \$ en 1999) ;
- du Programme de Gestion des Ressources Naturelles (PGRN) où les investissements dans

- l'alphabétisation des adultes ont atteint 3 638 886 000 FCFA (soit 6 064 810 \$ en 1998) ;
- du programme de l'Appui aux Collectivités Décentralisées pour le Développement Participatif (ACODEP) qui a investi dans l'éducation des adultes entre 1993 et 1997 la somme de 3.582.573.000 FCFA soit 5 970 955 \$.

## **2.2. Au niveau de la société civile**

En ce qui concerne les ONGs et Associations, leur contribution dans le sous-secteur a été véritablement accentuée avec l'avènement de la démocratie qui a favorisé une plus grande participation de la société civile malienne à la vie publique.

Aujourd'hui, nous pouvons noter le CCA-ONG (Conseil de Concertation et d'Appui aux Organisations Non Gouvernementales au Mali), le SECO-ONG (Secrétariat de Coordination des Organisations Non Gouvernementales au Mali), La CAFO (Coordination des Associations et ONG Féminines Mali), des Groupes Thématiques (Groupe Pivot Education de Base, Groupe Pivot PME-PMI, Groupe Pivot Santé Population) qui sont des collectifs regroupant les ONGs Nationales et Internationales intervenant sur le terrain.

Les domaines d'intervention des ONGs au Mali sont multiples et variés. Citons entre autres l'élevage, l'agriculture, l'éducation (formelle, non formelle et informelle), la santé, l'environnement, les activités génératrices de revenus, etc. A des degrés divers toutes les communautés maliennes bénéficient directement ou indirectement des activités des ONGs dans les domaines cités.

Les axes sur lesquels porte la présente étude de cas sont le volume d'investissement et l'augmentation de la participation par le canal des ONGs en éducation des adultes.

Un choix raisonné, dont le critère fondamental est l'opérationnalité des ONGs, a permis de retenir treize ONGs au total.

Dans un deuxième temps, il a été répertorié les domaines d'intervention des ONGs qui nécessitent des activités d'éducation des adultes. Ces domaines sont : ***démocratie/paix et citoyenneté critique, amélioration des conditions et qualités de l'éducation, l'alphabétisation, personnes âgées/handicapées /migrantes détenues, la santé, les activités génératrices de revenus des femmes, l'agriculture et l'élevage.***

De 1997 à 2003 les ONGs enquêtées ont investi :

- dans la démocratie/paix et citoyenneté critique 740.338.060 F CFA (soit 1 233,896 \$US) pour 51.569 bénéficiaires ;
- dans l'amélioration des conditions et qualité de l'éducation 5.987.548.190 F CFA (soit 9.979.246,943 \$US) pour 82.270 bénéficiaires ;
- dans l'alphabétisation des adultes 1.088.684.230 F CFA (soit 1.814.473,716 \$US) ;
- dans le domaine de la santé 1.032.053.905 F CFA (soit 1.720.089,441 \$US) pour 89.000 bénéficiaires ;
- dans le domaine des activités génératrices de revenu des femmes 567.224.205 F CFA (soit 943.373,675 \$US) pour 7 900 bénéficiaires ;
- en agriculture/élevage 990.000.000 F CFA (soit 1.650.000 \$US) ;
- dans les activités à l'endroit des personnes âgées/handicapées/migrantes/détenues 150.612.250 F CFA (soit 251.020,416 \$US) pour 5 929 bénéficiaires.

L'investissement total en éducation des adultes de 1997 à 2003, des ONGs enquêtées s'élève à 10 556 460 840 F CFA (soit 17 594 101, 4 \$US).

Ainsi, le budget du Ministère de l'Education nationale et celui des ONGs enquêtées s'élèvent à un montant global de **11 971 485 840 FCFA, soit 19 952 476,4 \$ US.**

## Chapitre III : Augmentation de la participation de 1997 à 2003

Les ONGs enquêtées ont fait bénéficier directement 154.398 personnes à l'éducation des adultes. Les activités menées dans ce cadre sont entre autres l'alphabétisation (écriture, lecture, calcul, recyclage) et insertion socio- professionnelle des néo-alphabètes, la sensibilisation, les formations spécialisées (santé, couture, teinture, saponification, art culinaire ...)

La mise à contribution physique ou financière des populations à la réalisation des activités est un facteur d'augmentation de la participation dans le cadre de l'éducation des adultes.

### Quelques exemples d'illustration

Pour la construction d'un Centre d'Alphabétisation, les communautés fournissent les matériaux locaux (sable, graviers, moellons), la main d'œuvre locale nécessaire aux travaux de construction et de finition.

Pour le fonctionnement des CED les populations prennent en charge la rémunération de l'éducateur aujourd'hui renforcée par le Ministère de l'Education Nationale (dans le cadre du programme PPTE) et les ONG.

Dans le cadre de l'approvisionnement d'une banque de céréales les populations participent en nature à concurrence de deux à trois tonnes de céréales selon les cas. L'hébergement et l'entretien de l'équipe d'appui ponctuel sont également assurés par les bénéficiaires.

En terme d'innovation, il faut souligner les approches intégrative, inter actionniste et participative. En ce qui concerne cette dernière approche, elle est effective dans la conduite de toutes les activités relatives à l'éducation des adultes. Elle se concrétise par :

- la mise en place par les populations des organes de gestion (Comité de gestion, Conseil d'Administration, Comité de Surveillance, etc) chargés d'assurer une meilleure mise en œuvre des projets/programmes en amont et de contribuer à une pérennisation des actions entreprises en aval après le retrait des structures d'appui (ONG, GIE...)

Les programmes déployés dans les différents domaines pour l'augmentation de la participation dans le cadre de l'éducation des adultes sont entre autres :

- Formation des adultes pour la gouvernance démocratique ;
- Crédit épargne, crédit de campagne et formation des paysans aux audits et supports de gestion ;
- Formation des leaders communautaires en décentralisation, droits et devoirs du citoyen ;
- Formation insertion socio-professionnelle et appui conseil des aides ménagères dans le District de Bamako ;
- Alphabétisation des filles adolescentes ;
- Etc.

En perspective, il est souhaitable de faire des appuis conséquents aux ONGs pour la promotion de l'éducation des adultes. Pour ce faire, l'intensification de la sensibilisation pour que les décideurs, les bailleurs de fonds s'intéressent davantage au sous-secteur, s'avère nécessaire.

Il est enfin important de donner le maximum de formation aux ONGs qui sont les actrices les plus proches des communautés, au sein desquelles, il existe d'énormes besoins de formation

## **Chapitre IV : Etudes scientifiques sur l'éducation des adultes**

Les chercheurs (pédagogues, linguistes...) ont réalisé beaucoup d'études scientifiques dont certaines sont présentées ci-dessous

**Répertoire des Etudes Scientifiques Sur l'Education des Adultes au Mali : 1997-2003**

N°	Auteurs	Titre du document	Réf / Code	Description du contenu et problèmes posés/solutions	Année d'édit.	Nombre De pages	Format
1	Dr Nouhoum Diakité ; Dr Soumana Kané; Dr Mountaga Diarra; Sékou Boiré	Petit lexique administratif Français-Bambara	Rifal	Définition de concepts les plus usités en administration, harmonisation des concepts . Ce livret apporte une solution pour l'utilisation de concepts adaptés au regard du fait que élus et administrateurs utilisent différemment les mêmes concepts pour le même public	Bamako 2002.	25	1/2
2	Ministère Education Nationale	De l'éducation des Adultes au Mali : réalités et perspectives.	MEB	Exposé sur l'alphabétisation fonctionnelle, la formation pré-professionnelle et le partenariat dynamique;dégage de nouvelles pistes pour assurer un meilleur développement de l'ENF au Mali	Juillet 1997	15	A4
3	World Education	Cours d'alphabétisation pour les jeunes non scolarisés.	JSI/PDY World Education DNEB : CNE, CNR-ENF	Guide du Formateur: indications méthodologiques pour une meilleure application de la méthode	2002	51	A4
4	Sékou Boiré	Etat des lieux de l'éducation de base formelle et non formelle dans le cercle de Bla	World Vision Bla	Etude descriptive des structures d'éducation dans le cercle de Bla ; capitalisation des acquis dans le cercle, recommandations à l'Etat et aux partenaires en vue de promouvoir le sous-secteur	Août 2000	44	A4



N°	Auteurs	Titre du document	Réf / Code	Description du contenu problèmes posés/solutions	Année d'édit.	Nombre/Pa g.	Format
5	Sékou Boiré	Etat des lieux de l'éducation de base formelle et non formelle dans le cercle de San et Tominian	World Vision base de SAN	Etude descriptive des structures d'éducation dans le cercle de San et Tominian, capitalisation des acquis dans le cercle, recommandations à l'Etat et aux partenaires en vue de promouvoir le sous-secteur	Juin 2001	62	A4
6	CNR-ENF	Projet de politique et de plan d'action du secteur de l'éducation non formelle.	Version du 03 Avril 2002	Exposé des grandes orientations de la politique du secteur et des actions à entreprendre ; instrumentation de l'ENF au Mali	Avril 2002	62	A4
7	CNR-ENF	Manuel de procédure de la phase pilote du PRODEC.	Volet Education Non Formelle, CNR-ENF.	Analyse des clés de répartition des rôles entre les différentes structures d'ENF;organisation de la stratégie d'intervention.	03 Avril 2002	40	A4
8	CNR-ENF	Actes du 1 <sup>er</sup> Forum National sur l'éducation non formelle au Mali.	Du 29 Octobre au 1 <sup>er</sup> Novembre 2001 CNR-ENF.	Analyse critique de l'éducation non formelle ; Exposé des orientations stratégiques du secteur ; cadre de référence du sous secteur de l'ENF	2002	208	A4
9	CNR-ENF	Etude d'identification des besoins de formation des néo-alphabètes du projet MLI/01/001 Missabougou.	Alphabétisation. Fonctionnelle et Appui aux initiatives de développement des femmes et des jeunes du quartier de Missabougou Projet MLI/ 01/001.	Description des filières déformation pré-professionnelle; prélude de la formation pré-professionnelle pratique des finalistes des structures ENF	Février 2002	24	A4

N°	Auteurs	Titre du document	Réf / Code	Description du contenu Problèmes posés/solutions	Année d'édit.	Nombre de pages	Format
10	Commission nationale malienne pour l'UNESCO	Atelier national pour les enseignants des écoles Arabo-islamiques dans le domaine de l'éducation des adultes.	Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture.	Définition de l'éducation des adultes, harmonisation des caractères coraniques, le concept d'analphabétisme, fondement des programmes, méthodologie pédagogique.	14-18 Avril 2003	43	A4
11	Hamidou Konaté	Rapport d'identification de domaines de coopération Mali-Luxembourg dans la région de Ségou.	Coopération Mali-Luxembourg.	Synthèse des principaux besoins de développement des communes de Bla, San et Tominian avec l'éducation non formelle comme porte d'entrée. Document préparatoire pour l'extention de la coopération luxembourgeoise au Mali	Janvier 2003	70	A4
12	MEN	Rôle de l'alphabétisation dans la consolidation du processus démocratique et de la mise en œuvre de la décentralisation.	Communi-cation du Ministre de l'Education Nationale	L'alphabétisation est présentée comme outil de développement et d'appropriation de la démocratie et de la décentralisation au Mali.	Mai 2003	7	A4
13	ADENF	Etat des lieux de l'éducation non formelle au Mali.	Rapport provisoire	Répertoire des intervenants en ENF, prémices à la banque de données fiables	Septembre 2001	88	A4
14	CNR-ENF	Evolution de l'éducation non formelle de 1960 à 2001.	ME-CNR-ENF	Description des stratégies, état du bilan et perspectives, les défis et les enjeux de l'ENF au Mali	Juillet 2001	21	A4

N°	Auteurs	Titre du document	Réf / Code	Description du contenu problèmes posés/solutions	Année d'édit.	Nombre de pages	Format
15	Mamoutou Soumaré	Réflexion sur l'élaboration d'un programme de formation de base en français pour les commerçants détaillants en milieu urbain au Mali.	CEPEC international DESS.	Accompagnement des commerçants détaillants dans leur insertion socio-économique à travers une formation de base en français adaptée à leurs besoins. Pose le problème de la formation de ce public généralement analphabète	Septembre 2002	47	A4
16	Mamoutou Soumaré	Le rapport à l'écrit des jeunes du secteur informel dans le district de Bamako (Mali).	CEPEC international DESS.	Pistes pédagogiques permettant aux jeunes du secteur informel à Bamako de donner un sens à des formations et par ce biais d'amorcer la construction d'une maîtrise de l'écrit reliée à ces professions.	Septembre 2002	37	A4
17	Issa Méyès Coulibaly Ph.D.	Étude de l'impact de l'alphabétisation sur les conditions de vie des femmes au Mali : Guide de suivi-évaluation.	DNAFLA	Document destiné aux agents menant des activités de suivi-évaluation dans le cadre de l'alphabétisation. Son objectif est d'aider ces derniers à intégrer les activités de suivi-évaluation en leur proposant quelques approches et outils susceptibles de leur faciliter le travail sur le terrain.; mise en exergue de l'amélioration des conditions de vie des femmes à travers l'alphabétisation	Mars 2000	32	A4

N°	Auteurs	Titre du document	Réf / Code	Description du contenu problèmes posés/solutions	Année d'édit.	Nombre/ Pag.	Format
18	DNAFLA	Instruments de mesure de l'impact des actions d'alphabétisation et de post-alphabétisation.	Coopération Mali-Pays Bas	Recueil d'instruments de mesure des programmes d'alphabétisation, post-alpha. à l'intention des acteurs et services d'alphabétisation.	Octobre 2000	54	A4
19	Laurence Touré	Etude de l'impact de l'alphabétisation sur les conditions de vie des femmes au Mali : cas spécifiques des programmes d'alphabétisation de l'OHVN, l'ORS, l'ON et de l'AEN.	Coopération Mali-Pays Bas	Détermine l'impact de l'alphabétisation sur les conditions des femmes dans les programmes élaborés et exécutés par l'OHVN, l'ORS, l'ON et l'AEN; une meilleure visibilité de l'apport de l'alpha sur les conditions de vie des femmes	Juin 2000	213	A4
20	Amadou Mamou Koné, Diassé Conaré	Etude de l'impact de l'alphabétisation sur les conditions de vie des femmes au Mali : REVUE BIBLIOGRAPHIQUE	Coopération Mali-Pays Bas	Revue bibliographique de la documentation existante sur l'alphabétisation des femmes au niveau des différents services techniques et organisations clés impliqués directement dans les programmes d'alphabétisation.	Mars 2000	69	A4
21	MEN-SG	Guide pour l'implantation et la gestion des CED.	PRODEC	Présentation des CED, objectifs, caractéristiques, modalités d'implantation et de gestion. Aide les communautés et tous les intervenants pour une meilleure gestion des CED.	2002	37	A4

N°	Auteurs	Titre du document	Réf / Code	Description du contenu problèmes posés/solutions	Année d'édit.	Nombre de pages	Format
22	Amadou Mamou Koné	Etude sur les programmes nationaux d'alphabétisation fonctionnelle pour le développement agricole et rural des pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Est.	CTA, ACP-UE	L'étude a pour but de procéder à un examen de la situation de l'alphabétisation dans les pays concernés en relation avec les besoins d'information et de formation des bénéficiaires dans le développement rural et agricole. Elle fournit d'importantes informations sur l'offre et l'accès des femmes aux programmes d'alphabétisation. Concernant le Mali, elle souligne les efforts fournis par la DNAFLA pour améliorer le programme et le livret d'alphabétisation des femmes (Musow ka kalangafe).	Août 1998	71	A4
23	CNR-ENF MEN	Rapport final du séminaire national de bilan-programmation de l'éducation non formelle.	CNR-ENF MEN	Le rapport fait un bilan exhaustif des activités d'éducation non formelle et aboutit à des projections pour l'avenir.	Septembre 2002	49	A4
24	Diassé Conaré	Rapport : entretiens avec les groupements, associations et groupes sociaux du quartier de Missabougou.	DNEB	Le rapport fait l'état des lieux des groupements / associations et groupes sociaux existant et identifie leurs besoins prioritaires de développement.	Avril 2001	22	A4

N°	Auteurs	Titre du document	Réf / Code	Description du contenu et problèmes posés/solutions	Année d'édit.	Nombre De pages	Format
25	Diassé Conaré et Mme Samaké Bintou Sidibé	Etude sur la micro- finance à Missabougou	CNR-ENF	Faire le bilan des différentes expériences des bénéficiaires et des initiatives de crédit-épargne. Identifier les besoins actuels et attentes des femmes en matière de micro-finance. Faire des recommandations pertinentes en vue de la mise en œuvre des activités de crédit-épargne dans le cadre du Programme du Projet Mli / 01 / 001.	Septembre 2001	55	A4
26	ADEA-MALI	Etude prospective/ bilan de l'éducation en Afrique:le cas du Mali	MEB/SG	Ce document fait le point des expériences de la pédagogie convergente de l'enseignement des langues nationales et du français, fait des propositions pour relever les défis de l'accès et de la qualité de l'éducation	Juin 1999	17	A 4
27	Fadiala Kamissoko et Diélimakan Diabaté	Lexique des élections français -bambara	MEB/DNA FA RINT	Propositions de terminologies harmonisées permettant aux élus de la nation de parler un même langage pour une meilleure communication avec la base	1997	19	I/2
28	Plan International Mali	La Méthode Interactionniste : Vue théorique	Plan international Mali	Une approche pédagogique novatrice basée sur l'échange et le dialogue. elle se veut conscientisante, fonctionnelle et apporte une solution à la participation plus active des apprenants au processus cognitif et comportemental dans tous ses aspects	Avril 1998	24	½

N°	Auteurs	Titre du document	Réf / Code	Description du contenu et problèmes posés/solutions	Année d'édit.	Nombre De pages	Format
29	Gouro Diall Bory Traoré	Lexique des élections français - Fulfuldé	MEB/ DNAFLA RINT	Propositions de terminologies harmonisées permettant aux élus de la nation de parler un même langage pour une meilleure communication avec la base	1997	19	1/2
30	Plan international Mali- ACODEP	Forum National de Relecture des documents de base des CED	Plan international - ACODEP	Présentation du curriculum des 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>ème</sup> , 3 <sup>ème</sup> ; et 4 <sup>ème</sup> année des CED, et des cahiers de charge des différents partenaires	Janvier 2000	60	A4
31	ACODEP	Etude sur la stratégie d'intervention de ACODEP dans la mise en œuvre de la décentralisation	BIT -ACODEP	Ce document fait l'état du rôle de ACODEP dans la mise en œuvre de la décentralisation au Mali	Octobre 1997	35	A4
32	ACODEP	Etude de l'approche participative du programme et les résultats acquis	BIT -ACODEP	Description de la démarche pour la participation des acteurs dans le programme ACODEP	Octobre 1997	30	A4
33	ACODEP	Le financement des initiatives locales et la structuration des organisations paysannes dans la zone ACODEP	BIT -ACODEP	Ce document donne les approches de financement des micro- caisses villageoises, précise les concepts de micro-réalisation, de suivi-évaluation et de perfectionnement des ONG nationales	Octobre 1997	31	A4
34	ACODEP	Programme d'échange sur l'éducation et la formation pour les groupes défavorisés en Afrique francophone, Burkina-Faso , Guinée, Mali	IPE	Etude descriptive des CED au Mali, les réalisations et /ou acquis, les problèmes et les perspectives	Octobre 1997	51	A4

N°	Auteurs	Titre du document	Réf / Code	Description du contenu et problèmes posés/solutions	Année d'édit.	Nombre De pages	Format
35	Boubacar TABOURE	Les écoles de la deuxième chance au Mali	MEN/ DNAFLA	Attitudes et perception des parents, Educateurs, apprenants sur les CED	2001	93	1/4
36	Boubacar TABOURE	Elaboration d'un plan de formation des Conseillers et Superviseurs des CED	MEN/ DNAFLA	Plans de la formation, les différentes disciplines, le contenu de la formation, le suivi et l'évaluation	2001	42	A4
37	Moussa DIABY	Lexique de base bamanankan – français et français – bamanankan	MEN/ Fondation KARANTA	5 350 mots de base du bamanankan et 3 679 mots et expressions usuelles du français pour les classes de pédagogie convergente et les CED	2003	204 et 116	A4



**Chapitre V : Educateurs et mentors pour adultes :  
statut et formation**

Au Mali les actions d’alphabétisation sont menées à travers trois (03) types de programme : programme national, programme sectoriel, programme des ONG-Associations et Projets.

Programme national : ensemble de programmes initiés au niveau national et exécuté sur l’ensemble du territoire ou sur un plan trans-régional.

Programme sectoriel : programme intégré aux opérations et Offices de Développement Rural (O.D.R.) sous forme de volets alphabétisation.

Programme des ONG : programmés initiés et exécutés au niveau local par les ONG et les Associations.

La mise en œuvre de ces différents programmes est assurée par diverses catégories de personnel : animateurs/ éducateurs/ facilitateurs/ formateurs.

## **5.1. Les Animateurs :**

Suivant les programmes, ils sont aussi appelés éducateurs ou facilitateurs.

### ***5.1.1. Caractéristiques :***

Les animateurs sont recrutés parmi :

- les membres lettrés (hommes et femmes) des communautés bénéficiaires ;
- les jeunes diplômés ayant été initiés aux règles de transcription et à la méthodologie d’enseignement en langues nationales dans les centres permanents des structures centrales et déconcentrées d’ENF ;
- les néo-alphabètes issus des centres d’alphabétisation ayant bénéficié d’une formation pédagogique

### ***5.1.2. Statut :***

Dans les programmes nationaux et sectoriels, l’animateur est recruté par la communauté et est issu du village. Il n’a pas de statut au sens juridique du terme et n’appartient à aucun corps. Il peut néanmoins bénéficier d’une motivation en nature ou en espèces de la part de la communauté suivant la disponibilité de cette dernière.

Dans les ONG/Associations/ Projets, l’animateur bénéficie d’un salaire mensuel. Les animateurs ne sont affiliés à aucune instance syndicale mais des contrats de travail peuvent être établis entre animateurs et ONG, entre éducateurs et ONG, entre animateurs, éducateurs et autorités communales.

### ***5.1-3. Données statistiques :***

De 1997 à 2001 la situation des animateurs et animatrices se présente comme suit sur l’ensemble du territoire national :

CAMPAGNES	ANIMATEURS		
	H	F	TOTAL
1997/1998	13 334	2 875	16 209
1998/1999	14 526	3 020	17 546
1999/2000	15 252	3 171	18 423
2000/2001	16 015	3 330	19 345

## 5.2- Les formateurs :

On distingue deux types de formateurs : les formateurs du niveau national et régional et les formateurs des O.D.R., ONG, Associations et Projets.

### 5.2.1. Formateurs du niveau national et régional :

#### *Caractéristiques :*

#### *5.2.1.1. Formateurs du niveau national :*

Ce sont les agents de l'Etat des structures centrales impliquées dans l'Education non Formelle. Il s'agit notamment de la Direction Nationale de l'Education de Base (DNEB), le Centre National des Ressources de l'Education Non Formelle (CNR-ENF), le Centre National de l'Education (CNE), l'Institut des Langues Abdoulaye BARRY (ILAB), l'Institut des Sciences Humaines (ISH), la Faculté des Langues et Sciences Humaines (FLASH). Ils ont en charge :

- la conception et l'élaboration du matériel didactique utilisé en éducation non formelle (alphabétisation, post-alphabétisation et Centres d'Education pour le Développement). A ce niveau, il faut signaler qu'une autre catégorie de personnel a un rôle fondamental à jouer : il s'agit des illustrateurs qui fournissent les images nécessaires pour une meilleure compréhension du contenu des abécédaires et autres manuels d'alphabétisation et de post-alphabétisation par les apprenants (auditeurs) ;
- la formation des formateurs (formateurs régionaux) ;
- le contrôle, le suivi et l'évaluation des activités d'alphabétisation.

#### *5.2.1.2. Formateurs du niveau régional :*

Ce sont les agents chargés d'Education non Formelle au sein des Académies d'Enseignement et les chargés de Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle et de Centres d'Education pour le Développement dans les Centres d'Animation Pédagogique (CAP). Ils sont chargés de former les animateurs, éducateurs et membres des comités de gestion et d'assurer le suivi/évaluation des centres.

### **Statut :**

Les formateurs du niveau national sont tous des agents de l'Etat dont le salaire est pris en compte par le budget national. On distingue parmi eux des sociologues, des philosophes, des psychopédagogues, des psycholinguistes, des psychologues, des linguistiques, des dessinateurs, des maîtres du 1<sup>er</sup> cycle et second cycle, des professeurs d'enseignement secondaire général.

Quant aux formateurs du niveau régional, ils sont des maîtres du premier et du second cycle généralistes et spécialistes (anglais, lettres, sciences) et des cadres supérieurs.

### **5. 2.1 3 Données statistiques :**

Au niveau des structures centrales et régionales chargées de formation des adultes , on dénombre au total 278 agents se répartissant comme suit :

DNEB	10
CNR-ENF	28
ILAB	27
CNE	13
AE	45
CAP	140
FLASH	10
ISH	5

Il faut signaler que le Mali n'étant pas doté de structures spécialisées dans la formation en éducation non formelle, l'on a souvent recouru à des personnes ressources pour assurer certaines formations ou élaboration de matériel didactique

### **5.2.2. Formateurs des O.D.R. , ONG/ PROJETS et Associations :**

#### **5.2.2.1. Caractéristiques :**

Les formateurs des Opérations de Développement Rural (O.D.R.) sont les agents de l'Etat ou des spécialistes recrutés et formés à cet effet au sein desdites ODR. Ils sont représentés au niveau régional et local par des chefs de ZAF (Zone d'Alphabétisation Fonctionnelle) souvent appelés également SOP (Spécialiste en Organisation Paysanne). Ils participent à l'élaboration du matériel didactique de post-alphabétisation et assurent la formation au niveau régional (Chefs de ZAF) et au niveau local (animateurs, comités de gestion) ainsi que le suivi.

Les formateurs au niveau des ONG Associations et Projets assurent la formation de l'animateur, le suivi des activités d'alphabétisation et participent à la conception de matériel didactique.

### **5.2.2.2. Statut :**

Au niveau des ODR et Projets, les formateurs sont des techniciens et ingénieurs d'agriculture et d'élevage, des enseignants.

Les formateurs des ONG et Associations sont généralement des jeunes diplômés, toutes spécialités confondues recrutés sur concours et formés à cet effet.

### ***Données statistiques :***

Il n'existe pas de répertoire sur le personnel impliqué dans la formation au niveau des ODR, ONG, Projet et Associations.

### **5.3 – Types de session de formation (Approche) :**

Au Mali trois types de session sont utilisés en alphabétisation : session intensive, semi-intensive et extensive.

La session intensive dure 45 jours en raison de 5 à 6 heures par jour et est utilisée pour l'acquisition des connaissances instrumentales en lecture/écriture et calcul.

Elle peut aussi durer 21 à 30 jours en raison de 4 à 5 heures par jour pour l'initiation aux règles de transcription et à la méthodologie d'enseignement en langue nationale.

La session semi-intensive dure 90 jours (3 mois) en raison de 3 à 4 heures par jour ;

La session extensive dure 150 à 180 jours(soit 5 à 6 mois) en raison de 2 heures par jour.

Outre ces trois types de session, on a souvent recours à la formation modulaire et à la formation à la carte suivant les besoins spécifiques exprimés par les communautés.

### **5.4- Création de réseaux :**

Il n'existe pas d'organisation assez structurée au niveau des animateurs. Des efforts sont en train d'être faits pour la constitution de réseaux. A titre d'exemple on peut citer les regroupements d'associations d'animateurs, les réseaux d'alphabétiseurs. Il existe des réseaux pour la formation des mentors d'éducation des adultes mais ils ne sont pas assez fonctionnels.

## **Chapitre VI : Autonomisation des apprenants adultes**

Le Mali a connu trois types d'alphabétisation : l'alphabétisation de masse, l'alphabétisation fonctionnelle et l'alphabétisation intégrale. Chaque type, selon sa spécificité, apporte sa part de contribution au développement de nouvelles capacités de l'apprenant. Dans certains cas, on a assisté à l'émergence :

- ✓ d'une catégorie d'intelligentsia, celle créée grâce à l'apprentissage des langues nationales, et/ou de l'arabe ;
- ✓ d'une catégorie d'ouvriers professionnels supérieurs grâce à l'accès au code écrit dans les langues nationales.

### **6.1. L'alphabétisation de masse de 1961 à 1963**

Elle était basée sur l'apprentissage du français à travers la lecture et le calcul.

### **6.2. L'alphabétisation fonctionnelle**

Les modules : l'alphabétisation en langues nationales s'est, pour l'essentiel, intéressée surtout aux paysans qui constituent la grande majorité de la population malienne. Elle a commencé officiellement en 1963 et s'était donnée dans un premier temps, l'objectif de réussir à alphabétiser des gens avec les langues nationales comme médiums d'enseignement. Le second objectif visait à améliorer le rendement individuel et collectif en phase de post-alphabétisation.

L'approche pédagogique : la méthode Gruchinsky a été privilégiée dans la conduite des formations. Les phrases clefs et autres textes de lecture reflétaient les activités courantes du monde paysan. En calcul, les exercices faisaient ressortir les mêmes situations : pesée de céréales dans un marché hebdomadaire, calcul de recettes et de bénéfices liés à la culture du coton ou d'autres activités génératrices de revenus etc.

Les résultats : ils ont été très encourageants. Les langues nationales ont été instrumentées et elles jouent parfaitement leur rôle de médiums d'enseignement au niveau des adultes. Parmi les adultes qui ont fréquenté les centres d'alphabétisation, bon nombre arrive à mieux gérer leurs activités. C'est dans les Opérations de Développement Rural (ODR) et les Projets - programmes que nous ressentons fortement la *fonctionnalité de l'alphabétisation*. Les Associations Villageoises (AV) forment les membres de leurs comités de gestion dans le but de prendre en charge la commercialisation du coton, la gestion des intrants agricoles etc. Ce qui leur confère un bon niveau d'autonomisation dans les domaines de :

- l'organisation interne des Associations villageoises ; de la gestion des questions relatives à la santé publique, à la préservation de l'environnement ;
  
- l'éducation des jeunes et des enfants : scolarisation et / ou alphabétisation.

### **6.3. L'alphabétisation intégrale**

Elle se distingue de l'alphabétisation fonctionnelle par l'introduction de modules relatifs entre autres, à la culture de la paix, à la citoyenneté, à la santé, à l'environnement et à la culture démocratique. Des livrets de vulgarisation dans les domaines cités sont conçus et

font l'objet d'échanges – débats au niveau des néo-alphabètes et autres membres de la communauté. En zone Office de la Haute Vallée du Niger (OHVN), des bibliothèques villageoises (grandes cantines) ont été installées auprès des néo-alphabètes pour leur permettre d'avoir accès aux livrets de vulgarisation. Aussi, quand un néo-alphabète emprunte un livret qu'il a trouvé intéressant, il peut le partager avec d'autres en organisant une soirée-commentaire sur le sujet.

C'est ainsi que les néo-alphabètes et les animateurs de centres d'alphabétisation s'intéressent de plus en plus à la vie politique de la communauté en devenant des Conseillers communaux, des Maires et autres responsables politiques. Ils ont conscience du rôle qu'ils peuvent jouer dans le processus de décentralisation engagé dans notre pays depuis quelques années.

Dans le domaine de la promotion socio-économique, d'autres modules de formation ont été conçus dans le but de favoriser l'insertion des apprenants sur le marché de l'auto emploi. Une bonne illustration de cette politique se retrouve dans beaucoup de programmes gouvernementaux tels que l'ACODEP (Appui aux Collectivités Décentralisées pour un Développement Participatif), le Projet MLI/01/001 de Missabougou, et dans ceux des ONG comme Plan Mali, World Vision etc.

Cette insertion socio-économique intervient après la phase de post – alphabétisation et en fin de cycle des CED. Notons que le CED est un cadre d'éducation, de formation et d'appui pour l'auto promotion individuelle et collective. Propriété de la collectivité, il doit refléter les réalités socio-économiques et culturelles du milieu de par son mode de gestion et ses curricula.

Une illustration du type de cette insertion socio-économique est la formation pré-professionnelle des finalistes CED en Zone ACODEP

ACODEP bénéficie de l'appui technique et financier du PNUD, de l'Union Européenne, et du Programme PPTE (Pays Pauvres Très Endettés).

Son intervention s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la pauvreté au Mali.

Au cours de la phase 2 en cours, le programme de formation pré-professionnelle des finalistes CED en zone ACODEP mérite d'être cité en exemple.

En effet, l'objectif de la formation pré professionnelle est de donner à chaque néo-alphabète ou à chaque finaliste CED, l'opportunité d'apprendre un métier de son choix, afin de participer au développement économique, social et culturel de son milieu.

A la fin de la phase de post-alphabétisation et du cycle des CED (4 ans), l'utilisation des compétences acquises par les apprenants est une grande préoccupation des bénéficiaires et de l'encadrement.

En 2002, le Programme ACODEP a assuré la formation pré professionnelle de 414 finalistes sur une prévision de 481 finalistes des CED repartis entre 11 pôles de formation composés de 16 corps de métier.



La répartition est la suivante :

<b>Pôles de formation</b>	<b>Métier</b>	<b>Durée</b>	<b>Nombre à former (phase 1)</b>	<b>Nombre formé</b>
Santé	Matrone	6 mois	51	23
Mécanique	Dépanneur de motopompe	1 mois	22	18
Couture et tricotage	Couturier(e)	2 mois	61	63
Teinture-savonnerie	Teinturière	15 jours	141	130
Menuiserie métallique	Menuisier métallique	2 mois	31	32
Forge	Forgeron	2 mois	35	29
Petit commerce	Commerçant	15 jours	89	75
Maçonnerie	Maçon	3 mois	11	8
Elevage : aviculture	Aviculteur	1 mois	30	2
Agriculture : maraîchage et techniques culturales	Maraîcher agriculteur	1 mois	10	8
<b>Total</b>			<b>481</b>	<b>414</b>

Rappelons que l'objectif stratégique du Programme ACODEP est la formation pré professionnelle de 10 000 jeunes ruraux.

De 1993 à 1997, sur une prévision de 4 000 apprenants, 3221 ont pu terminer le cycle des 4 ans parmi lesquels on dénombre 1468 filles et la priorité est donnée aux pôles sollicités par ces dernières.

Le Programme 2003 de ACODEP prévoit la formation pré-professionnelle de 71 finalistes dont 43 filles et 28 garçons. Au total, 4 pôles de formation pré-professionnelle sont concernés par cette 2<sup>ème</sup> étape. Il s'agit des pôles santé (matrones), couture et tricotage, forge et maçonnerie.

Les finalistes des pôles santé (matrones) et maçonnerie entament leur phase de perfectionnement dans le cadre d'un programme de perfectionnement prévu pour chaque pôle.

Principes méthodologiques pour la mise en œuvre de ses formations :

Le processus de formation est basé sur l'approche participative caractérisée par une dynamique de participation de toutes les parties concernées, à toutes les étapes d'intervention. Il s'agit en l'occurrence des autorités villageoises (AV, comité de gestion du CED et parents d'apprenants finalistes), communales (conseils de cercle, maires communaux) et administratives (Préfectures, Académies d'Enseignement et CAP)

## **On retient essentiellement 7 étapes :**

### **1. Détermination du choix de métier par les finalistes :**

A cette étape, chaque finaliste (fille et garçon) est appelé à choisir un métier de son choix. Ce choix doit tenir compte des besoins de développement de leur localité.

Sont associés à la détermination du choix de métier, les finalistes CED, les membres du Comité de Gestion (CG), les parents des finalistes (CED), les représentants de l'institution commanditaire. A ce niveau, il est important que le métier choisi soit beaucoup plus réaliste pour plusieurs raisons.

### **2. Elaboration d'un programme de formation**

Les besoins de formation issus de la détermination du choix de métier sont traduits dans un programme d'apprentissage. Ces besoins de formation sont centrés sur l'acquisition de nouvelles compétences ou l'amélioration de pratiques dans le milieu socio-économique des apprenants concernés.

### **3. Identification des structures de formation chargées d'assurer la formation pré-professionnelle**

Les structures chargées d'assurer la formation pré professionnelle des finalistes sont identifiées à partir d'un appel d'offres.

Avec cette phase on peut retenir :

- a) La détermination des éléments du Dossier d'Appel d'Offres (DAO dont l'élément principal sont les Termes De Référence (TDR) relatifs aux critères de choix des structures de formation potentiellement aptes à faire le travail.
- b) Le lancement de l'avis d'appel d'offres
- c) Le dépouillement des offres
- d) La désignation des structures chargées de la formation pré-professionnelle

### **4. Mise en œuvre de la formation pré-professionnelle**

Il y a plusieurs activités à mener. On peut citer entre autres :

- ✓ La négociation des offres avec les structures de formations retenues
- ✓ L'acheminement des finalistes dans les centres de formation
- ✓ La vérification du matériel de formation (cf. offres technique des structures de formation)
- ✓ Le démarrage de la formation
- ✓ Le suivi de la formation
- ✓ L'évaluation de la formation.

## 5. Les stages pratiques

Après la formation pré-professionnelle, les apprenants sont orientés vers des patrons installés de préférences dans leur localité. Pendant 2 à 3 mois, ils vont suivre des stages pratiques de perfectionnement.

Ces stages permettront d'une part la mise en application des apprentissages par les apprenants et d'autre part d'aider les institutions commanditaires à s'approprier les résultats de la formation et les produits qui en découleront. Ils permettront également d'élaborer un programme de perfectionnement dans la perspective d'une formation continue.

## 6. La formation continue des apprenants

A cette phase, on distingue 2 programmes :

- Un programme de perfectionnement : il prend en charge les insuffisances constatées au niveau des apprenants lors des stages pratiques
- Un programme de formation continue : Il s'agit de nouvelles acquisitions par le renforcement des capacités des apprenants.

## 7. Equipement des finalistes

Au terme de la première phase de la formation pré-professionnelle, les finalistes sont dotés d'un équipement de base afin de leur permettre d'être immédiatement opérationnels au retour de la formation. En certains cas, il est recommandé qu'ils s'organisent en coopérative ou en association pour être plus compétitifs.

Les conditions du milieu socio-économique d'accueil constituent une condition essentielle pour assurer le réinvestissement, c'est à dire, l'application des acquis de la formation reçue. Il est important de signaler cette motivation, car en phase post-alpha et en terminal CED, les déperditions pèsent beaucoup sur les prévisions. Elles sont de l'ordre de 42% en général, dans certaines zones de 64%, dans d'autres de 13%. Ces déperditions s'expliquent par plusieurs facteurs. On peut citer entre autres :

- Pour les apprenantes : mariage, contraintes de charges autres, immigration, baisse de la motivation...
- Pour les apprenants : immigration vers les villes, contraintes financières, ambitions autres...

En conclusion, notons qu'il est difficile d'évaluer les résultats atteints jusqu'ici pour plusieurs raisons ; entre autres la non perfection des instruments d'évaluation utilisés, les conditions d'évaluation sur le terrain, la non convergence des expériences pour arriver à l'émergence d'un système national d'évaluation.

Des recherches sont en cours pour affiner les instruments (exemples de cas : « études sur l'impact de l'alphabétisation des femmes en zone Office du Niger »).

## **Chapitre VII : Exemples de meilleures pratiques et d'innovations**

## **7.1. Introduction**

Conformément aux axes du document Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), deux projets sont exécutés dans deux quartiers périphériques de la Capitale Bamako, à savoir : « l’alphabétisation fonctionnelle et promotion des femmes en zone péri-urbaine de Bamako quartier de Lassa » et « alphabétisation fonctionnelle et appui aux initiatives de développement des jeunes et des femmes du quartier de Missabougou en Commune VI du District de Bamako ». Ces projets associent à l’alphabétisation les aspects économiques, sociaux et culturels.

## **7.2. Stratégie :**

La Stratégie de ces projets, pour ce qui concerne la conception, la mise en œuvre, le suivi-évaluation a été axée essentiellement sur :

- L’approche participative à la base : concertation/collaboration avec toutes les couches du quartier, implication/responsabilisation des leaders féminins et masculins du groupe cible prioritaire, concertation/consultation entre les membres de la communauté au sujet des activités, formation des groupes socioculturels traditionnels et leur utilisation comme agents de sensibilisation/information et vecteurs de changement ;
- Le partenariat et la synergie entre différents partenaires (Association, ONGs, Services Techniques, Autorités Communales) ;
- Les échanges d’expériences au niveau des champs d’intervention ;
- Les motivations/émulations dans le domaine de l’alphabétisation/post-  
alphabétisation ;
- Le transfert de compétences et de responsabilités à des relais (néo-alphabètes du quartier)
- La prise en compte de certaines préoccupations de cibles non prioritaires : hommes adultes et jeunes (filles et garçons).
- La mise en place de mécanisme de pérennisation des acquis par la responsabilisation progressive de la communauté et des services décentralisés.

## **7.3. Cadre institutionnel de gestion des activités**

La gestion des projets est assurée par :

- Un comité local de gestion comprenant les représentants de toutes les couches de la communauté,
- Un comité national de gestion comprenant les représentants de :
  - ✓ la communauté
  - ✓ une équipe de projet
  - ✓ des services techniques
  - ✓ des ONGs/Associations
  - ✓ les autorités communales.

## **7.4. Difficultés**

L'insuffisance des mesures d'accompagnement, l'appropriation et la pérennisation des acquis au niveau de la communauté et des services décentralisés.

## **7.5. Description des projets de meilleures pratiques et d'innovations**

### **7.5.1. Alphabétisation fonctionnelle et promotion des femmes en zone péri-urbaine de Bamako : quartier de Lassa**

#### ***Objectifs/Activités***

Le projet vise l'amélioration des conditions de vie et de travail productif des femmes à travers l'alphabétisation, des formations spécifiques, l'information/sensibilisation, l'appui en santé et gestion de l'environnement, l'allègement de tâches, l'organisation communautaire, les activités génératrices de revenu, l'épargne-crédit, la recherche-action

#### **Réalisations**

##### **Infrastructures et équipements :**

- Construction et équipement d'un centre de formation, d'une superficie de 3005m<sup>2</sup> comprenant un bloc administratif, salles de formation, un bloc de transformation et de conservation de produits alimentaires, une caisse de crédit, un espace hébergement et restauration, une aire d'élevage et un bloc de latrines. Ce centre est alimenté en eau potable par un forage de 92m de profondeur avec plaques solaires et un château d'eau de 5m<sup>3</sup>, il est éclairé par des lampadaires solaires ;
- Réhabilitation de trois forages du quartier
- Aménagement et équipement de deux parcelles de maraîchage de 7 665m<sup>2</sup> pour les femmes (Puits à grand diamètre, bassins de retenue d'eau, forage avec plaques solaires) ;
- Mise en place d'une plate forme multifonctionnelle pour le décorticage et mouture de céréales, la charge de batterie ;
- Equipement de la structure de santé communautaire ;
- Mise à disposition d'un matériel audio-visuel d'animation fonctionnant sur groupe électrogène : téléviseur, magnétoscope, radiocassette ;
- Aménagement d'un terrain de football pour les jeunes ;
- Vulgarisation de poubelles à l'école et de jarre d'eau avec robinet pour l'eau de boisson ;

##### **Formations**

- 331 femmes et jeunes filles ont fréquenté les Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle ;
- 91 néo-alphabètes ont été produites ;
- 45 de ces néo-alphabètes ont suivi des cours dans des domaines tels que maraîchage, élevage, environnement, économie domestique, santé, gestion ;
- 30 hommes ont été alphabétisés ;
- 6 animateurs d'alphabétisation pour les hommes ont été formés ;

- 21 jeune-hommes déjà scolarisés en français et 40 fillettes de l'école initiés à la transcription de la langue du milieu ;
- 136 habitants du quartier (dont une grande majorité de femmes) ont reçu des formations pour accompagner les activités de développement : gestion des ressources humaines, gestion des ressources économiques, entrepreneuriat, marketing, genre et développement, techniques de plaidoyer ;
- 7 femmes et 4 jeunes filles suivent des cours de couture ;
- la troupe traditionnelle des femmes (20) a été formée aux techniques de conception de scénario, de mise en scène de chorégraphie et présente des sketches relatifs à l'alphabétisation et à l'assainissement ;
- 21 femmes ont été formées et placées auprès des animateurs pour être les relais ;
- 12 néo-alphabètes formés aux techniques d'écrivains et auteurs villageois ;
- 7 femmes ont été formées pour assurer, dans le quartier, des séances de projection de films vidéo suivies de débats
- les membres du comité d'alphabétisation et du conseil d'administration et comité de surveillance de la coopérative des femmes formés dans leurs rôles et responsabilités ;
- 24 pionniers ont été formés en techniques de confection de tissu « bogolan » ;
- implication des enfants de l'école dans la sensibilisation et les activités de gestion de l'environnement ;
- 12 élus communaux et agents des services d'appui au niveau de la commune formée en communication au service du développement.

## Environnement lettré

- mise en place d'une armoire bibliothèque au niveau du centre avec une grande diversité de titres d'ouvrages et de journaux en langue du milieu ;
- implantation dans le quartier de trois tableaux pour affichages communautaires ;
- panneaux d'indication des infrastructures ;
- affichage de notes d'informations dans le centre ;
- écrits manuscrits de néo-alphabètes relatifs aux contes, devinettes, diverses activités du projet.

## Organisation communautaire

143 femmes (dont 91 néo-alphabètes et 52 auditrices) se sont regroupées et ont formé une coopérative multifonctionnelle dont les instances sont : un conseil d'administration, un comité de surveillance, quatre commissions techniques de travail. Au sein de la coopérative les femmes réparties en groupes de travail mènent les activités génératrices de revenus suivantes :

- maraîchage
- élevage (embouche bovine, aviculture)
- saponification
- transformation et conservation de produits alimentaires
- exploitation d'une boutique villageoise (stockage et la vente de produits de première nécessité). Elle a été implantée dans le centre dans un des magasins. Les produits vendus sont : riz, mil, sucre, thé, cubes pour sauces. L'approvisionnement et la gestion des fonds sont assurés par les femmes
- vente de plants d'arbres : une dizaine de variétés
- vente de foyers améliorés métalliques
- construction payante de foyers améliorés en banco dans les familles

- exploitation de compostières et vente de compost

La coopérative a mis en place une caisse de crédit-épargne pour accorder :

- des prêts individuels aux membres à travers des groupes de solidarité
- des prêts aux groupes d'activités génératrices de revenus

218 femmes ont bénéficié de prêts individuels

La coopérative a adhéré au Groupement des Sécheurs du Mali et à la Coordination des Associations des ONGs Féminines du Mali (CAFO).

## Communication et capitalisation de données

- projections de films de sensibilisation dans le quartier
- couverture médiatique des activités du projet
- voyages d'études des femmes dans des villages maliens et dans deux pays de la sous-région
- échanges d'expériences à Lassa avec des associations et groupements féminins du Mali et d'Afrique
- production et diffusion de calendriers, affiches
- impression de pagnes sur la coopérative à l'occasion de la commémoration de la journée internationale de l'alphabétisation
- récompense de femmes plus méritantes en alphabétisation (remise de prix, d'attestations)
- remise de prix aux familles les plus engagées dans l'assainissement du milieu et aux responsables communautaires favorisant la mobilisation autour des activités
- existence d'une banque de données informatiques

## Effets

- existence de structures durables et utiles pour la mise correcte (réalisation) des activités,
- maîtrise de connaissances instrumentales dans la langue du milieu (bamanan),
- utilisation de l'écrit (PV et compte rendu de réunions, lettres, messages, tenue de cahiers de gestion des activités),
- sensibilisation du milieu à travers les représentations théâtrales,
- diffusion des informations à travers l'écrit,
- meilleure compréhension des rôles et responsabilités
- meilleure compréhension de l'importance de la femme dans le développement
- sollicitation de la troupe des femmes pour les activités au niveau communal
- synergie entre l'école et les activités
- habitude de la lecture à domicile (emprunt par les femmes et autres membres de la communauté des documents de la bibliothèque)
- augmentation des revenus des femmes due à la maîtrise de nouvelles techniques de travail et l'accès au crédit
- disponibilité de denrées de première nécessité sur place pour communauté et environs
- confiance des femmes en elles-mêmes car organisant des activités et gérant des fonds elles-mêmes.
- regroupement des femmes dans une structure reconnue juridiquement et dont les statuts et règlement intérieur sont respectés
- Autonomie financière de la coopérative après l'appui financier initial



- Adoption des technologies de préservation de l'environnement
- Contribution de la coopérative pour l'amélioration des conditions de vie dans le quartier
  - ✓ Apport de fonds pour l'achat et médicaments pour la structure de santé
  - ✓ Démarche auprès de services et apports de fonds pour la mise en place une structure d'encadrement de la petite enfance dans le quartier
- Fonctionnement d'une structure d'encadrement de la petite enfance
- Prise en compte de l'avis des femmes dans les prises de décisions concernant le quartier
- Renforcement de l'entente et de la solidarité entre les femmes : elles se rencontrent à plusieurs endroits et plusieurs fois dans la semaine pour des motifs divers : réunions diurnes ou nocturnes au centre de formation ou ailleurs dans le quartier, voyages d'échanges d'expériences, activités pratiques, commercialisation de produits
- Valorisation des femmes et fierté à cause des reportages sur Lassa à la télévision nationale et de la diffusion des calendriers et affiches
- Fiabilité de données
- Maîtrise des procédures administratives et financières du projet
- Recherche concertée de solutions aux problèmes
- Esprit d'équipe, respect mutuel
- Echanges-réflexion avec d'autres personnes au sein de structures dont les femmes sont membres pour la défense de leurs intérêts communs.

### 7.5.2 Alphabétisation fonctionnelle et appui aux initiatives de développement des femmes et des jeunes du quartier de Missabougou en Commune VI du District de Bamako

#### Objectifs :

Contribuer à améliorer les conditions de vie des populations de Missabougou en mettant l'accent sur la promotion des activités socio-économique des couches défavorisées (femmes et jeunes) à travers :

- ❑ **l'appui à l'Education de Base** : alphabétisation, formation pré-professionnelle, éducation préscolaire
- ❑ **l'appui à la santé de base** : amélioration du cadre de vie, de la gestion de l'environnement, de la fréquentation du centre de santé, approvisionnement de la population en eau potable
- ❑ **l'appui à l'accès aux moyens de production** : réduction du chômage des jeunes, amélioration des revenus économiques des femmes
- ❑ **l'appui institutionnel** : renforcement des capacités de la communauté et de la structure d'encadrement du projet

## Réalisations

### Infrastructures/équipements :

- centre de formation pré-professionnelle comprenant : 13 ateliers, 1 bloc administratif, 1 bibliothèque, 1 salle d'animation et d'écoute pour jeunes
- complexe crèche-jardin d'enfants, pour l'encadrement de la petite enfance
- aménagement d'une parcelle de 1 hectare pour le maraîchage des femmes
- équipement en matériel de ramassage d'ordures et de production de plants d'arbres
- équipement de néo-alphabètes ayant suivi une formation pré-professionnelle.

### Formations

- 237 personnes touchées par l'alphabétisation : 110 femmes, 77 jeunes filles, 50 jeunes hommes
- 111 néo-alphabètes : 41 femmes, 34 jeunes filles, 36 jeunes hommes
- Groupement d'Intérêt Economique (GIE) en assainissement équipé et formé en gestion de petites et moyennes entreprises
- 60 membres d'une association de femmes formées en organisation coopérative
- 38 jeunes (12 filles et 17 jeunes hommes) ayant suivi une formation pré-professionnelle dans les filières suivantes : mécanique auto, tôlerie auto, électricité, maçonnerie, menuiserie, plomberie, coupe-couture, teinture et animation de centre d'alphabétisation
- 106 néo-alphabètes formées en secourisme de base
- 29 femmes pratiquent le maraîchage
- un comité d'alphabétisation formé en ses rôles et responsabilités

### Environnement lettré

- mise en place d'une armoire bibliothèque au niveau du centre avec une grande diversité de titres d'ouvrages et de journaux en langue du milieu
- implantation dans le quartier de trois tableaux pour affichages communautaires.

### Organisation communautaire

300 femmes se sont regroupées et ont formé une coopérative multifonctionnelle dont les instances sont : un conseil d'administration, un comité de surveillance, six commissions techniques de travail. La coopérative dispose d'un fonds auprès d'une institution financière de la place (caisse de crédit épargne) pour accorder des prêts individuels aux membres à travers des groupes de solidarité.

Un comité local de gestion du projet comprenant neuf membres représentant toutes les couches sociales du quartier est mis en place pour la gestion des activités.

### Communication et capitalisation de données :

- couverture médiatique des activités du projet

- échanges d'expériences avec Lassa au Burkina Faso
- production et diffusion de calendriers, affiches
- récompense des femmes les plus méritantes en alphabétisation et post alphabétisation (remise de prix et attestations)
- remise de prix aux autorités locales favorisant la mobilisation pour les activités,
- création de banque de données informatisées.

### Effets

- existence de structures durables et utiles pour la mise en œuvre correcte (réalisation) des activités,
- maîtrise de connaissances instrumentales dans la langue du milieu (la langue bamanan)
- utilisation de l'écrit (P.V et compte rendu de réunions, lettres, messages, tenue cahier de gestion des activités),
- diffusion des informations à travers l'écrit,
- meilleure compréhension des rôles et responsabilités,
- valorisation des néo-alphabètes,
- insertion de jeunes dans la vie,
- fiabilité de données,
- maîtrise des procédures administratives et financières du projet recherche concertée pour l'organisation des activités et la recherche de solutions aux problèmes,
- esprit d'équipe, respect mutuel,
- renforcement de l'entente et de la solidarité entre les femmes.

## **7.6 Perspectives :**

Renforcement de mécanisme pour la pérennisation des acquis des projets par les communautés à la base et les services décentralisés.

## **7.7 Conclusion**

Les activités développées dans le cadre de ces projets ont sensiblement amélioré les conditions de vie à Lassa et à Missabougou et amorcé l'épanouissement et le bien être des femmes et jeunes conformément aux politiques nationales en matière d'éducation et de promotion de la femme au Mali.

Les deux projets à travers leur caractère multisectoriel intégré appuyé par un partenariat dynamique entre différents intervenants et leur ouverture pour la satisfaction de certains besoins des autres couches sociales du quartier, ont entamé au niveau des deux quartiers un processus de développement durable. Ce processus cependant mérite d'être suivi et renforcé pour une maîtrise totale des mécanismes d'auto développement par les communautés.

**Chapitre VIII : Difficultés, Actions futures et objectifs concrets  
pour 2009**

Les efforts de promotion de l'éducation des adultes risquent d'être annihilés si les problèmes ci-dessous cités ne trouvent pas de solutions dans les plus brefs délais.

## **8.1 - Difficultés :**

Elles se résument aux points ci dessous présentés :

- Non systématisation de l'évaluation (suivi, évaluation pédagogique, impact)
- Insuffisance de ressources humaines, matérielles et financières au niveau des structures déconcentrées ;
- Manque de coordination entre les ONGs évoluant dans l'ENF
- Insuffisance et difficultés de mobilisation de fonds
- Insuffisance de professionnalisme dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation dans l'ENF ;
- Absence de politique nationale pour la promotion de la recherche scientifique sur l'éducation des adultes ;
- Difficulté de collecte de données sur l'ENF, manque de données exhaustives et viables sur l'ENF ;
- Insuffisance de fonds pour la recherche scientifique sur l'éducation des adultes ;
- Manque de plan de carrière pour le personnel de l'ENF ;
- Absence de banque de données opérationnelle sur l'ENF ;
- Non application des résultats des études scientifiques sur l'éducation des adultes ;
- Absence de structures de formation spécialisées en ENF ;
- Absence de statut pour le personnel de base chargé de l'ENF ;
- Absence de répertoire et ressources humaines chargées de la formation des adultes ;
- Absence de syndicat des éducateurs et mentors pour l'ENF ;
- Non utilisation des instruments d'évaluation élaborés par les structures de référence ;
- Insuffisance des mesures de pérennisation des acquis ;
- Insuffisance dans la coordination et l'harmonisation des structures internes de l'éducation.
- Difficulté de promotion des journaux en langues nationales.

## **8.2 - Actions envisagées d'ici l'horizon 2009**

La création des structures et cadres institutionnels sera soutenue d'ici l'horizon 2009 par les actions suivantes :

### **8.2.1 - Politique**

- Doter l'Education non Formelle de textes réglementaires et législatifs,
- Adopter et opérationnaliser la stratégie du faire-faire,
- Créer un Fonds d'Appui à l'ENF.

### **8.2.2 - Plaidoyer**

#### ***Objectifs***

Amener les responsables communaux et nationaux à se mobiliser et à s'investir pour la promotion de l'ENF

#### ***Activités***

- Campagne de mobilisation et de négociations sociales
- Formation des élus Communaux

### **8.2.3 - Formation**

#### ***Objectifs***

Renforcer les capacités des différents acteurs dans la conception des manuels, la mise en oeuvre des programmes et le suivi-évaluation,

#### ***Activités :***

- Formation des membres des Comités de Gestion des CAF et CED
- Formation des Animateurs de CAF et des Educateurs de CED (en alpha et post-alpha),
- Renforcement des capacités des ONGs en matière de conception, planification et de suivi-évaluation,
- Formation des néo-alphabètes à la méthodologie des Ecrivains villageois,
- Formation des Animateurs et Superviseurs à l'éducation des adultes, en économie familiale et en santé de la reproduction / prévention du VIH.Sida,
- Formation des chargés d'ENF au niveau des AE et des CAP aux techniques de suivi et d'évaluation des acquis des apprenants et à l'élaboration des manuels en langues nationales,
- Formation continue des formateurs de formateurs,
- Formation professionnelle pratique des sortants des CED et des CAF.

#### 8.2.4 - Ateliers

##### *Objectif*

Institutionnaliser un espace de partage d'informations sur l'ENF

##### *Activités*

- Ateliers sur l'organisation de la société civile pour la mise en oeuvre des activités d'ENF,
- Ateliers de révision des contenus des manuels d'alphabétisation pour une meilleure intégration des compétences de vie (syllabaires, livrets de calcul et 2<sup>ème</sup> livret de lecture),
- Ateliers régionaux de partage d'expérience et de concertation avec les ONG et association sur les stratégies d'intervention en matière d'ENF,
- Ateliers d'élaboration de supports harmonisés de collectes de données sur l'ENF,
- Ateliers régionaux et national de bilan-programmation de l'ENF,
- Ateliers d'élaboration de livrets de post-alphabétisation, ;
- Célébration tournante de la journée internationale de l'alphabétisation (8 septembre) entre les régions.

#### 8.2.5 - Etudes – Recherche – Action

##### *Objectif :*

Promouvoir l'éducation non formelle.

##### *Activités*

- Création d'une banque de données opérationnelles sur l'ENF,
- Systématisation du suivi – évaluation des activités de l'ENF,
- Certification des compétences acquises par les apprenants,
- Application du bilinguisme fonctionnel dans le non formel,
- Elaboration des thèmes de santé MST/Sida et leur intégration dans les curricula des CED,
- Création par le PRODEC de 09 centres d'apprentissage pour les femmes,
- Ouverture de 1206 CED
- Ouverture de 9 500 CAF,
- Ouverture de 20 Centres d'Education pour l'Intégration (CEI) le long des frontières des Etats membres de la Fondation KARANTA.



# ANNEXES

1. Textes statutaires et réglementaires de l'éducation non formelle.
2. Etat d'avancement de la mise en œuvre du plan d'action national du Programme d'Investissement Sectoriel de l'Education (PISE) : 2001 – 2002.
3. Liste des membres de la Commission de rédaction.

## Membres de la Commission de rédaction du Rapport National

PRENOMS	NOMS	STRUCTURES	TELEPHONE
Bonaventure	MAIGA	Cabinet /MEN	(223) 222 24 50/ 222 21 26
Gouro	DIAL	Cabinet /MEN	(223) 222 24 50/ 222 21 26
Nouhoum	DIAKITE	Directeur CNR-ENF	(223) 223 45 39
Moussa	DIABY	Administrateur P. Fondation KARANTA	(223) 221 51 71/ 674 39 85 Email : <a href="mailto:fkaranta@yahoo.fr">fkaranta@yahoo.fr</a> Site Karanta : <a href="http://www.karanta.org.ml">http : //www.karanta.org.ml</a>
Mme Aminata	SALL	CNMU-UNESCO	(223) 222 25 15
Mme TOUNKARA	Diélika TOKOLA	Plan Mali	(223) 222 40 40 Email : <a href="mailto:toukara.djelika@plan-international.org">toukara.djelika@plan-international.org</a>
Moussa	SANOGO	CNMU-UNESCO	(223) 222 25 15
Banan Moussa	BAGAGA	Proviseur Lycée SK	(223) 227 20 19
Mountaga	DIARRA	Chef Division Alpha DNEB	(223) 222 43 13 / 641 96 30
Mamadou	KEITA	Chef Division CED/DNEB	(223) 222 43 13 / 678 04 23
Mamadou	TRAORE	Groupe Pivot Educ . de Base	(223) 229 29 92 / 671 26 24
Issa	KEITA	AMPES	(223) 229 42 57 / 643 07 44
Soumana	KANE	CNR ENF	(223) 222 41 62 / 642 57 54 <a href="mailto:Soumanakane@yahoo.com">Soumanakane@yahoo.com</a>
Djibril	DIAKITE	ACODEP	(223) 223 45 07 / 645 45 51 <a href="mailto:acodep@acodepmali.net">acodep@acodepmali.net</a>
Diassé	KONARE	CNR-ENF	(223) 222 41 62
Sékou	BOIRE	Chef cellule partenariat CNR-ENF	(223) 222 41 62 / 645 65 94
Zoumana	KONE	ONG AMADICO J4	(223) 641 30 21 Email : <a href="mailto:amadico-j4@yahoo.fr">amadico-j4@yahoo.fr</a>
Ouandé	SOUMARE	Chef cellule priorité / Femme CNR ENF	(223) 222 41 62
Mamoutou	SOUMARE	ONG Le Relais	(223) 647 16 67
Mme Aminata	SALL	SG - CNMI	(223) 222 25 15

